

Unité départementale du Littoral  
Unité du Littoral  
rue du Pont de Pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**C&D FOODS France**

37 rue Montebello  
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\C&D FOODS FRANCE  
(ex CN)\_Wimille\_0007003136\2\_Inspections\2025 04 16 moyens d'extinction  
Code AIOT : 0007003136

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement C&D FOODS France implanté Rue de la Trésorerie Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C&D FOODS France
- Rue de la Trésorerie Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007003136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société C&D FOODS FRANCE exploite sur la commune de WIMILLE un entrepôt autorisé au titre de la rubrique 1510 par arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

Le bâtiment de stockage est constitué de 8 cellules d'une surface unitaire d'environ 4 800 m<sup>2</sup>. Les produits entreposés sont des aliments secs et humides pour animaux domestiques. C&D FOODS FRANCE héberge dans les cellules 7 et 8 de son entrepôt des aliments pour animaux appartenant à United Pet Food de même nature que ceux autorisés par l'arrêté d'autorisation.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection il a été constaté que certains couloirs d'évacuation du personnel indiqués sur les plans de la cellule 7 étaient encombrés rendant l'accès aux issues de secours plus difficiles. L'exploitant a transmis quelques heures après l'inspection des photographies montrant que les palettes stockées sur les couloirs d'évacuation avaient été déplacées afin de permettre un accès facile aux issues de secours en empreinte les couloirs d'évacuation indiqués sur les plans de secours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de lutte et de secours	Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Mesures générales	Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
6	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Charge calorifique	Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 17.2	Sans objet
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie imposés par l'arrêté d'autorisation du site sont présents et font l'objet de vérifications régulières. La défense contre l'incendie du site est globalement satisfaisante.

Cependant plusieurs non-conformités ont été constatées : l'accès à certains extincteurs était impossible, certaines cellules de détection incendie sont régulièrement désactivées (notamment dans les cellules 7 et 8), la formation du personnel aux moyens d'extinction n'a pu être justifiée, le plan général du site à l'usage des sapeurs-pompiers est absent.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Pas-de-Calais de mettre l'exploitant en demeure de se conformer à la réglementation (proposition en annexe).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Charge calorifique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 17.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'entrepôt est divisé en 8 cellules. La taille des surfaces des cellules de stockage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.		
L'exploitant doit pouvoir justifier du fonctionnement permanent du système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme au personnel prêt à intervenir ceci 24h/24 ainsi que la densité de charge calorifique de chaque cellule qui doivent respecter les limites ci-dessous :		
	Pouvoir calorifique moyen	Quantité maximale stockable en tonnes par cellule
Produit d'alimentation animale humide	5,44 MJ/kg	4080
Produit d'alimentation animale sec	12,55MJ/kg	1760
Produit d'alimentation humaine	4,6MJ/kg	4800
<b>Constats :</b>		
Lors de l'inspection il a été constaté que les cellules de l'entrepôt sont équipées d'un système de détection incendie de type linéaire. Pour chaque cellule, la détection incendie est assurée par 6 faisceaux. Les cellules 7 et 8 contenaient chacune un faisceau mis manuellement hors-service, L'exploitant déclare que les capteurs ont été désactivés pour permettre une intervention dans le champ des capteurs (et éviter une activation inutile de l'alerte incendie), suite à cette opération il		

a été impossible de remettre en service les détecteurs (le voyant dérangement/encrassement reste allumé).

Le 22 avril 2025 l'exploitant transmet par courriel une demande d'intervention à la société assurant l'entretien et le suivi du système de détection, cette intervention était programmée le 17 avril 2025.

Une présence est assurée sur le site 24/24 en cas de déclenchement de l'alarme incendie.

Concernant la charge calorifique, les cellules 7 et 8 contiennent une grande proportion de "produits d'alimentation animale sec". L'état des stocks fait apparaître une masse totale stockée dans ces cellules de 3851 tonnes (total produits sec et humides).

Remarque : Compte tenu de la répartition du stock dans deux cellules et d'une part d'aliments humides, il est très probable que la charge calorifique soit respectée cependant il est assez difficile de s'en assurer. L'exploitant indiquera quelles mesures sont prises pour garantir le respect de la charge calorifique présente dans chaque cellule.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant indiquera sous 3 mois le détails des mesures prises pour garantir le respect de la charge calorifique présente dans chaque cellule.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

#### **Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Il est conforme aux normes en vigueur.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection il a été constaté que les cellules de l'entrepôt sont équipées d'un système de détection incendie de type linéaire. Pour chaque cellule, la détection incendie est assurée par 6 faisceaux optiques linéaires.

Le système de détection a fait l'objet d'un contrôle préventif le 29 novembre 2024, le rapport relatif à ce contrôle émis le 13 décembre 2024 indique qu'à l'arrivée du technicien le système était partiellement hors service, et précise en observation: "reprogrammation SDI suite à des défauts intempestifs sur linéaire Cellule 7 et 8. De nombreux détecteur optiques sont à remplacer au vu de l'encrassement."

Lors de l'inspection il a été constaté que certains capteurs linéaires étaient désactivés dans les cellules 7 et 8.

L'exploitant a sollicité une intervention en urgence de la société réalisant l'entretien du système de détection le 17 avril 2025. L'exploitant indique qu'après intervention 3 capteurs ont pu être réarmés, un capteur reste en dérangement.

Les suites concernant la maintenance du système de détection incendie sont présentées en point de contrôle N°5

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement à hauteur de 300 m<sup>3</sup>/h, soit 600m<sup>3</sup> minimum sur deux heures. Le plan en annexe 4 précise le lieu d'implantation des 5 PIA d'un débit unitaire de 60m<sup>3</sup>/h et dont la distance d'éloignement au bâtiment est au moins 30 m tout en étant inférieure à 200 m, ainsi que celui de la réserve incendie minimale de 300 m<sup>3</sup> qui alimentera en eau ces PIA pour partie, "Le reste étant assuré par une réserve disponible sur la zone de 350 m<sup>3</sup></li> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Dans chaque cellule un extincteur sera disponible pour 150 m<sup>2</sup> de surface au sol,</li> <li>Des robinets d'incendie aimés, de diamètre 40 mm répartis dans les cellules de l'entrepôt en fonction de leurs dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel. Ils sont contrôlés et essayés avec une périodicité mensuelle. Ces résultats sont enregistrés. L'accès aux RIA doit être facile, leurs abords seront maintenus constamment dégagés et leurs emplacements signalés d'une façon visible,</li> <li>Un éclairage de sécurité en balisage est mis en place.</li> </ul> <p>L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant mise en service de l'entrepôt En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que 5 poteaux incendie étaient implantés à moins de 100 mètres de l'entrepôt ( 2 publics et 3 privés). L'exploitant indique que ces poteaux ont été raccordés au réseau d'eau potable et que la réserve de 300 m<sup>3</sup> n'est de ce fait plus nécessaire. L'exploitant a porté cette modification à la connaissance du préfet à l'issue de l'inspection. Le raccordement au réseau d'eau public est jugé plus fiable que l'implantation d'une réserve d'eau. L'inspection des installations classées est favorable à cette modification et proposera dans à monsieur le préfet de modifier l'arrête d'autorisation du site afin de tenir compte de cette modification.</p> <p>Le débit des poteaux incendie a fait l'objet d'un essai le 04/02/2021, les poteaux sont capables de délivrer un débit de 60m<sup>3</sup>/h chacun y compris en simultanée. Au moins deux poteaux sur les 5 ont</p>
--

également été testés en 2023. (suites en point de contrôle N°6).

Il a été constaté la présence de nombreux extincteurs de types adaptés au risque réparti dans l'ensemble des locaux. Ceux-ci portent une marque de vérification à octobre 2024.

Non conformité : les plans des locaux indiquent la présence d'extincteurs à poudre, alors que la plupart ont été remplacés par des extincteurs à eau additivée (les deux types sont efficaces compte tenu des matières stockées). Le plan doit néanmoins être mis à jour.

Remarque: Certains extincteurs (au moins 3) n'étaient pas accessibles car des palettes avaient été stockées sur les accès.

Chaque cellule est équipée de 4 RIA disposés de telle sorte qu'un foyer peut être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.

Les RIA font l'objet d'un contrôle annuel et d'une ronde mensuelle par la société de gardiennage, la ronde mensuelle ne contenait pas d'essais, l'exploitant a cependant complété le contenu des rondes pour que celles-ci intègrent l'essai des RIA dès avril 2025.

Les abords d'au moins deux RIA (dans deux cellules différentes) n'étaient pas suffisamment dégagés pour permettre un usage efficace en cas de sinistre. Le libre accès aux RIA est une condition nécessaire mais non suffisante pour garantir leur usage en cas de sinistre. Il faut que le chemin à parcourir soit inférieur à la longueur de tuyau. La matérialisation au sol des zones de stockage et passages à laisser libre est cohérente avec ces nécessités cependant la signalisation n'est pas respectée à certains endroits. Lors de l'inspection au moins 3 RIA sur les 4 pouvaient être efficacement déployés ce qui est suffisant pour respecter la prescription réglementaire; cependant, en l'absence de respect des emplacements de stockage rien ne vient garantir que cela soit le cas en permanence.

Remarque: Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect des emplacements de stockage afin de garantir l'accès et le déploiement efficace des moyens d'extinctions (RIA et extincteurs).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Mesures générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2002, article 18.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre. L'ensemble des éléments justificatifs de ces formations est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une signalétique bien visible " Porte coupe-feu - Ne mettez pas d'obstacle à sa fermeture " sur les portes coupe-feu à fermeture automatique doit être apposée.

Une signalétique bien visible " Issue de secours " doit être apposée

Les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel,..) sont signalés par des plaques indicatrices de manœuvre.

Près de l'entrée principale du bâtiment, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable doit être apposé. Ce plan doit présenter au minimum chaque niveau du bâtiment. Doivent y figurer suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers,
- des dispositifs et commandes de sécurité,

- des dispositifs de coupure des fluides,
- des organes de coupure des sources d'énergie (gaz, électricité,... ),
- des moyens d'extinction fixe et d'alarme.

L'exploitant interdit tout stationnement de véhicules en débouché des sorties de secours (mettre en place un balisage au sol par exemple).

#### Constats :

La formation de l'ensemble du personnel au maniement des extincteurs est en cours, une partie du personnel sera également formé à l'usage des RIA.

Non-conformité: certains membres du personnel ne sont pas formés au maniement des extincteurs, aucun membre du personnel n'est formé à l'usage des RIA.

Une signalétique bien visible " Porte coupe-feu - Ne mettez pas d'obstacle à sa fermeture " sur les portes coupe-feu à fermeture automatique est apposée.

Une signalétique bien visible " Issue de secours " est apposée

Le plan schématique devant être présent sous forme de pancarte inaltérable près de l'entrée principale du bâtiment, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers est absent.

Néanmoins à l'entrée de chaque local est présent un plan du local.

Non-conformité: Le plan du site à l'usage des sapeurs pompier est absent.

Aucun stationnement de véhicule n'a été constaté au débouché des issues de secours.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra:

- sous 1 mois la preuve de l'implantation du plan à l'usage des sapeurs pompier à l'entrée du site (ce plan doit indiquer le type d'extincteur présent, voir remarque au point de contrôle précédent).
- sous 1 mois les justificatifs de formation ou convocations aux formations du personnel au maniement des extincteurs et RIA. Le nombre de personnes formées au maniement des RIA doit être justifié.
- Sous 3 mois l'intégralité des justificatifs de formations.

#### Type de suites proposées : Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Etat des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention

#### Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]

#### Constats :



<p>Le système de détection incendie est contrôlé chaque année, cependant d'après les rapports, et les alarmes au niveau de la centrale incendie, certaines cellules de détection sont régulièrement mises hors services à cause d'un encrassement important.</p> <p>Non conformité: L'état du système semble être dégradé, certains composants devant régulièrement être mis hors service.</p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que certains extincteurs n'étaient pas accessibles (voir point de contrôle N°3), malgré la bonne matérialisation des zones de stockages et des zones à laisser libre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un mois l'exploitant réalisera un diagnostic du système de détection et proposera un échéancier des actions à mettre en œuvre pour permettre au système de détection incendie d'être opérationnel en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois les mesures prises pour faire respecter les emplacements de stockages afin de ne pas gêner l'accès aux moyens d'extinctions (extincteurs et RIA).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les poteaux incendie sont vérifiés tous les ans (contrôle du bon état), avec une année sur deux un test de débit, cependant seuls les justificatifs concernant 2 poteaux sur 5 ont été transmis pour l'année 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois le justificatif de test des 3 poteaux manquants (test réalisé en 2023 ou en 2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>

